

**AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE CRÉATION D'UN
PÉRIMÈTRE DÉLIMITÉ DES ABORDS AUTOUR DE LA CHAPELLE SANTA CROCE, SUR LE
TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE POGGIO D'OLETTA**

(projet poursuivi par la commune de Poggio d'Oletta)

DURÉE DE L'ENQUÊTE : du 27/01/2026 au 03/03/2026 inclus.

SIÈGE DE L'ENQUÊTE ET LIEU DE DÉPÔT DU DOSSIER : Mairie de Poggio d'Oletta (20 232 Poggio d'Oletta)

PERMANENCES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR : Monsieur Jean-Philippe VINCIGUERRA, agent de la poste, recevra les observations du public en mairie de Poggio d'Oletta, selon les modalités suivantes :

- mardi 27 janvier 2026, de 14 h à 17 h ;
- mardi 17 février 2026, de 14 h à 17 h ;
- mardi 3 mars 2026, de 14 h à 17 h.

Monsieur Frédéric MORETTI, ingénieur territorial, a été désigné en tant que commissaire enquêteur suppléant.

Un registre dématérialisé sera mis à la disposition du public (<https://www.registre-dematerialise.fr/7037>). Celui-ci pourra formuler ses observations :

- au commissaire enquêteur par écrit en mairie de Poggio d'Oletta ;
- par voie électronique (enquete-publique-7037@registre-dematerialise.fr), du 27 janvier 2026 à 14h au 3 mars 2026 à 17h.

Pendant toute la durée de cette enquête, les dossiers seront également consultables sur le site internet des services de l'État en Haute-Corse (<https://www.haute-corse.gouv.fr/Publications/Appels-a-projets-Consultations-Enquetes-publiques/Enquetes-publiques/Enquetes-Environnement>).

Toutes les informations relatives au projet pourront être obtenues auprès de la mairie de Poggio d'Oletta (tél. : 04 95 39 01 16).

Après réception du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, le préfet de la Haute-Corse sollicite l'accord de la commune de Poggio d'Oletta et de l'architecte des bâtiments de France sur le projet de périmètre délimité des abords, éventuellement modifié pour tenir compte des conclusions de l'enquête publique.

En cas d'accord, la décision portant délimitation du périmètre délimité des abords est prise par arrêté du préfet de Corse.

À défaut d'un tel accord, cette décision est prise soit par le préfet de Corse, si le périmètre ne dépasse pas la distance de 500 mètres à partir de la chapelle Santa Croce, soit par décret en Conseil d'État, après avis de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture, si ce périmètre dépasse la distance de 500 mètres.